

# En quoi consiste le régime d'autoentrepreneur dont a bénéficié Alexis Corbière ?

Le député La France insoumise et ex-porte-parole de campagne de Jean-Luc Mélenchon se justifie d'avoir bénéficié d'un statut précaire critiqué par son propre parti.

LE MONDE | 19.03.2018 à 19h26 • Mis à jour le 19.03.2018 à 19h45 | Par [Anne-Aël Durand](#)



Le député de La

France insoumise Alexis Corbière, lundi 19 mars, sur France Inter.

Le député de La France insoumise Alexis Corbière, invité de France Inter, lundi 19 mars, a [qualifié de « poujadisme »](#) la critique de son embauche sous le statut d'autoentrepreneur lorsqu'il était porte-parole de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon.

## Ce qu'il a dit :

Alexis Corbière a réagi à un billet de la chroniqueuse Charline Vanhoenacker, qui concluait sur le ton de l'humour :

*« Autoentrepreneur, c'est être aussi insoumis à certaines cotisations et à la TVA, c'est la révolution qui serait un peu en marche en toute flexisécurité. Avec vous, la France est insoumise à quelques-uns de ses propres principes. »*

Le député l'a alors interpellée :

« Charline, vous n'avez pas le droit de dire ça. Je paie des cotisations, c'est scandaleux ce que vous venez de faire [...]. Moi, j'ai payé l'Urssaf. J'appelle ça du poujadisme. Tout ce que j'ai lu de dégueulasse ces derniers jours, vous l'avez remixé dans un papier. »

## Les explications

### Comment était payé Alexis Corbière durant la campagne ?

Alexis Corbière a été rémunéré pour sa fonction de porte-parole de Jean-Luc Mélenchon durant la campagne présidentielle – une situation tout à fait ordinaire dans les formations politiques, comme il l'a lui-même justifié sur France inter. Comme l'a révélé [une enquête du Monde](#), il touchait 205 euros par jour pour ses interventions médiatiques.

Lire aussi : [Les médias, meilleurs ennemis d'Alexis Corbière](#)

Ce qui est plus étonnant, c'est que cet enseignant en disponibilité n'était pas salarié, mais prestataire sous le régime de l'autoentrepreneuriat. Selon sa [déclaration d'intérêt](#), le député a reçu une somme totale de 28 700 euros brut entre octobre 2016 et avril 2017, versée pour moitié par l'Association de financement de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon (AFCP JLM2017) et pour moitié par Mediascop, entreprise de Sophia Chikirou, également directrice de communication de M. Mélenchon.

Lire aussi : [Mediascop, l'atout com de Jean-Luc Mélenchon](#)

Selon l'enquête [publiée en février par Le Monde](#) sur les comptes de campagne du candidat Mélenchon, au moins une dizaine d'autres collaborateurs ont travaillé en tant qu'autoentrepreneurs.

### Combien d'autoentrepreneurs en France ?

Il s'agit d'une situation assez répandue parmi les travailleurs. Selon les dernières données de la [Caisse nationale du réseau des Urssaf](#) (Acoss), près de 1,2 million (1 197 000) de personnes étaient inscrites comme microentrepreneurs fin juin 2017, mais seulement un peu plus de la moitié (686 000) déclaraient un chiffre d'affaires. Les secteurs sont variés, mais la plupart travaillent dans le bâtiment, les transports ou les métiers artistiques, et réalisent un chiffre d'affaires moyen de 3 583 euros par trimestre (1 194 euros par mois).

### Le régime d'autoentrepreneur très utilisé dans les métiers artistiques, BTP et conseil

Près de 61 000 sont inscrits, comme Alexis Corbière, dans le domaine du conseil, mais 27 000 seulement sont économiquement actifs, pour un chiffre d'affaires moyen légèrement supérieur, à 4 407 euros par trimestre.

### Parmi les autoentrepreneurs, l'immobilier est le secteur le plus rémunérateur, le conseil arrive 10e.

Chiffre d'affaires trimestriel pour les 20 domaines d'activité les mieux payés fin juin 2017 (la moyenne se situe à 3 583 euros par trimestre).

## Quelle est la particularité de ce régime ?

Créé en 2009, le régime de l'autoentreprise – devenu ensuite microentreprise – est un aménagement du statut d'entrepreneur destiné à favoriser la création d'entreprise individuelle, y compris en parallèle d'autres activités ou situations (salarié, retraité, étudiant, fonctionnaire...), en simplifiant les démarches de déclaration, lorsque le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 170 000 euros pour le commerce et le logement, et 70 000 euros pour les services et professions libérales.

L'autoentrepreneur ne règle ses cotisations sociales qu'en fonction des recettes réellement encaissées. Il est exonéré de TVA, de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et de cotisation foncière des entreprises (la première année). Alexis Corbière a donc raison quand il affirme qu'il a « *payé l'Urssaf* », et Charline Vanhoenacker aussi lorsqu'elle affirme qu'il ne règle ni la TVA ni certaines cotisations.

Depuis 2018, l'autoentrepreneur est affilié au régime général de la Sécurité sociale, alors qu'il cotisait au régime des indépendants auparavant. En revanche, il ne bénéficie pas du chômage en cas de cessation d'activité.

Dernière obligation : il faut avoir plusieurs clients ou donneurs d'ordre. Sinon, cela peut être [assimilé à du salariat déguisé](#). Dans le cas d'Alexis Corbière, la question se pose : il travaille pour deux sociétés différentes, dont l'une était la prestataire de l'autre.

## Pourquoi ce régime est-il controversé ?

Si l'indépendance et la légèreté administrative peuvent séduire de prime abord, certains autoentrepreneurs peuvent se retrouver piégés par un statut qui est finalement plus complexe que celui du salarié, et bien moins protecteur en cas de perte d'activité. C'est aussi une aubaine pour de grandes entreprises qui externalisent certaines activités afin d'alléger leur masse salariale.

Le paradoxe, c'est que Jean-Luc Mélenchon lui-même est un farouche opposant à l'autoentrepreneuriat, qu'il souhaitait requalifier en salariat dans son [programme présidentiel pour 2017](#). Fin octobre, [à l'Assemblée nationale](#), le candidat de La France insoumise s'érigeait contre ce qu'il comparait au « *travail à la tâche du docker au XIX<sup>e</sup> siècle* ».

Alexis Corbière est sur la même ligne. Il a d'ailleurs admis dans l'émission « [Restons Poli \(tique\) s](#) » qu'il s'agissait d'« *un statut de merde extrêmement précaire* ». Lundi sur France inter, le député a répété que cette solution a été choisie faute de prêt bancaire, tant que le candidat n'avait pas recueilli ses 500 signatures.